

RAPPORT D'ACTIVITÉ DU HCE 2019 - 2021

*Deux ans d'engagement
pour l'égalité
entre les femmes et les hommes*

HCE

République Française

**HAUT CONSEIL
à l'
ÉGALITÉ
ENTRE LES
FEMMES ET
LES HOMMES**



Mon mandat de présidente du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes s'achèvera dans quelques jours. La rétrospective est dense, ces deux années passées dans le contexte si singulier de la crise sanitaire du Covid et des nécessaires périodes de confinement n'ayant pas conduit à réduire la voilure mais, bien au contraire, à répondre plus vite et plus fort en réponse à l'amplification du double phénomène d'exposition accrue et d'invisibilisation

flagrante des femmes. Le HCE a publié, entre avril et juin 2020, des analyses et des propositions pour recommander des pistes d'action aux pouvoirs publics dans les domaines où les femmes ont été le plus visiblement exposées à des risques multiples. Ces huit Vigilance Égalité ont été regroupées dans le recueil *Le Monde, DEMAIN*.

C'est ici un retour plus global qui vous est proposé, articulé autour des grandes missions du HCE que sont l'innovation, l'évaluation, la vigilance et les alertes et l'animation du débat public en lien avec la société civile. Et de ce qui fait sa force, ses membres et son équipe.

Au-delà des 9 rapports, 3 avis, 18 vigilances égalité et 19 communiqués de presse publiés au cours de cette mandature, l'accent est mis sur celles et ceux qui ont permis au HCE, grâce à leur expertise et à leur engagement, d'élargir son audience et d'être mieux entendu par les pouvoirs publics sur les grands thèmes qu'il porte, que ce soit en matière de parité et de quotas, d'égaconditionnalité dans l'attribution des aides publiques, de diplomatie féministe à la veille du Forum génération égalité ou de la présidence française de l'Union européenne ou encore de mise en place d'indicateurs de suivi des politiques de lutte contre les violences conjugales dans la continuité des actions mises en place à l'occasion du Grenelle des violences conjugales.

La richesse des travaux est celle des président-es de nos diverses commissions, de nos membres et partenaires, des expert-es associé-es et des représentant-es des administrations concernées. Elle est aussi le fruit du travail intense et rigoureux du secrétariat général et, en particulier, de sa secrétaire générale, Paola Berge. Qu'elles et ils en soient tous remerciés.

Éclairer les choix de nos élu-es et dirigeant-es en matière de politiques publiques d'égalité et des droits des femmes, débusquer les sujets émergents, alerter sur les nécessaires ajustements des dispositifs existants ou en construction, c'est la raison d'être du HCE, constantes qui présideront également à la nouvelle mandature élargie aux sujets d'égalité professionnelle, en lien avec les partenaires sociaux, permettant au HCE d'agir dans l'ensemble des domaines qui touchent les femmes et sur lesquels il est indispensable de continuer à agir.

Brigitte Grézy

Sommaire

Édito.....	3
------------	---

Partie I

Le Haut Conseil à l'Égalité, une instance composée de femmes et d'hommes engagé-es et mettant leur expertise au service du débat public	7
<i>A. Les présidences</i>	<i>9</i>
<i>B. Les membres</i>	<i>10</i>
<i>C. Les membres invité-es.....</i>	<i>13</i>
<i>D. Le Secrétariat général.....</i>	<i>14</i>
<i>E. Stagiaires et apprenties</i>	<i>15</i>

Partie II

Le HCE, ses missions	17
Dans les textes.....	19
1. Une instance qui innove.....	21
<i>A. Les violences faites aux femmes.....</i>	<i>21</i>
<i>B. Un engagement à l'international</i>	<i>22</i>
<i>C. L'état du sexisme en France</i>	<i>23</i>
<i>D. La santé des femmes.....</i>	<i>24</i>
<i>E. La parité économique</i>	<i>24</i>
2. Une instance qui évalue	26
3. Une instance qui joue un rôle d'alerte et de vigilance.....	27
Une instance dans son rôle d'interface entre la société civile et les pouvoirs publics : les partenariats et les rencontres.....	40
En chiffres de juin 2019 à juin 2021.....	43
Une instance présente sur les réseaux sociaux et dans les médias.....	43
4. Le HCE, Demain.....	45

PARTIE I

**Le Haut Conseil à l'Égalité,
une instance composée
de femmes et d'hommes
engagé·es et mettant
leur expertise au service
du débat public**

A. Les présidences



Brigitte GRÉSY, Présidente du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes

Experte renommée sur les questions d'égalité entre les femmes et les hommes, elle est également l'autrice de nombreux ouvrages et rapports sur l'égalité professionnelle, la parentalité et sur la lutte contre le sexisme à travers, notamment, la déconstruction des stéréotypes de sexe.



Martine STORTI, Présidente de la Commission Droits des femmes, enjeux européens et internationaux

Professeure de philosophie, inspectrice générale de l'éducation nationale (1991-2011), journaliste (notamment à Libération, F Magazine, Les Nouvelles), autrice, elle a piloté plusieurs programmes de reconstruction d'écoles en situation de crise et de post-crise (en particulier au Kosovo et en Afghanistan) et conduit plusieurs missions à l'étranger.



Sylvie PIERRE-BROSSOLETTE, Présidente de la Commission Lutte contre les stéréotypes et répartition des rôles sociaux

Journaliste et membre du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel (2013-2019), elle est aujourd'hui membre de la Fondation des Femmes (depuis 2019), présidente du comité d'orientation de la Cité Audacieuse.



Agnès ARCIER, Présidente de la Commission Parité en matière politique, administrative et dans la vie économique et sociale

Haute fonctionnaire, elle a développé de nombreux liens entre les réseaux professionnels féminins du secteur privé et du secteur public. Elle préside la Fédération Femmes Administrateurs, qui rassemble des réseaux privés et publics sur les questions de gouvernance des entreprises et des organisations.



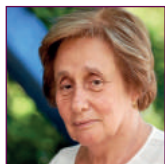
Emmanuelle PIET, Présidente de la Commission Santé, droits sexuels et reproductifs

D'abord engagée auprès du Planning familial pour défendre les droits des femmes, le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis confie à la Docteure Piet la gestion des centres de planification de la contraception. Présidente du Collectif féministe contre le viol (CFCV) depuis 1992, dont l'action a permis de faire évoluer la loi sur le sujet.



Edouard DURAND, Co-Président de la Commission Violences de genre

Juge des enfants au TGI de Bobigny, membre du Conseil national de la protection de l'enfance (CNPE) et du conseil scientifique de l'Observatoire national de l'enfance en danger, nommé co-président de la commission sur l'inceste et les violences sexuelles commises sur les enfants en janvier 2021.



Ernestine RONAI, Co-Présidente de la Commission Violences de genre
Crée puis devient responsable de l'Observatoire départemental des violences envers les femmes de Seine Saint-Denis, qu'elle dirige toujours aujourd'hui. Elle a été par ailleurs coordinatrice nationale au sein de la Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violences (MIPROF) entre 2013 et 2016.

B. Les membres



M^{me} Jocelyne
ADRIANT MEBTOUL



M^{me} Marie-Pierre
BADRE



M. Jérôme
BALLARIN



M^{me} Assia
BENZIANE



M^{me} Annick
BILLON



M^{me} Alexandra
BORCHIO-FONTIMP



M. Christian
BRASSAC



M^{me} Stéphanie
CARADEC



M. Thierry
DAMIEN



M. Jean-Michel
DUCOMTE



M. Matthieu
DULUCQ



M. Jérôme
DURAIN



**M. Michel
FERRARY**



**M. Thomas
FOEHRLE**



**M. Stéphane
FRIMAT**



**M. Jean
GALAND**



**M. Guy
GEOFFROY**



**M^{me} Isabelle
GILLETTE-FAYE**



**M^{me} Édith
GUEUGNEAU**



**M^{me} Sophie
IBORRA**



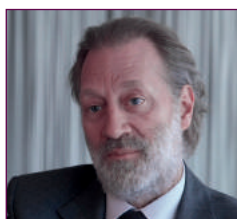
**M^{me} Muriel
IGHMOURACENE**



**M^{me} Françoise
LABORDE**



**M^{me} Bénédicte
LE DELEY**



**M. Jean-Claude
LEGRAND**



**M^{me} Léa
LEJEUNE**



**M^{me} Séverine
LEMIERE**



**M^{me} Reine
LÉPINAY**



**M. Olivier
MANCERON**



M^{me} Céline
MAS



M^{me} Christine
MAUGET



M. Jacques
MEYER



M. Maxime
MINOT



M. Bertrand
MONTHUBERT



M^{me} Élisabeth
MORIN-CHARTIER



M^{me} Julia
MOUZON



M. Nicolas
RAINAUD



M^{me} Marie-Pierre
RIXAIN



M. Yahn
ROUQUET



M^{me} Sabine
SALMON



M. Laurent
VIMONT

C. Les membres invité-es

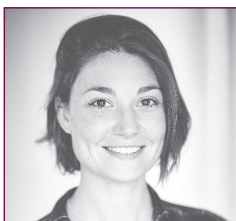
- **1) La ou le directeur général de la cohésion sociale, délégué interministériel aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes :**
Mme Virginie LASSERRE (DGCS) et Mme Hélène FURNON-PETRESCU (SDFE)
- **2) La ou le secrétaire général de la mission interministérielle pour la protection des femmes contre les violences et la lutte contre la traite des êtres humains :**
M^{me} Élisabeth MOIRON-BRAUD
- **3) Les haut-es fonctionnaires en charge de l'égalité des droits auprès des ministres :**
M^{me} Anne DE MAZIEUX (Ministère des Armées), M. Serge DUVAL (Les Services du Premier ministre), M^{me} Hélène FERNANDEZ (Ministère de l'Écologie), M. Édouard GEFFRAY (Ministère de l'Éducation Nationale et DGESCO), M. Laurent SETTON (Ministère Sociaux), M^{me} Françoise LIEBERT (Ministère de l'Agriculture), M^{me} Nathalie MARTHIEN (Ministère de l'Intérieur jusqu'en décembre 2020), M^{me} Fadela BENRABIA (Ministère de l'Intérieur), M^{me} Béatrice NOËL (Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche), M. Fabrice THEVAUX (Ministère de l'Économie), M^{me} Isabelle ROME (Ministère de la Justice), M^{me} Agnès SAAL (Ministère de la Culture), M^{me} Agnès VON DER MUHLL (Ministère des Affaires Étrangères)
- **4) La ou le président des délégations aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes du Conseil économique et social et environnemental :**
M^{me} Agathe HAMEL
- **5) La ou le président du Haut conseil de la famille, de l'enfance ou de l'âge :**
M^{me} Sylviane GIAMPINO
- **6) La ou le président du Conseil national du numérique :**
M^{me} Françoise DELASALLES et M. Gilles BABINET (coprésidents)
- **7) La ou le défenseur des droits :**
M^{me} Claire HEDON
- **8) La ou le président du Conseil supérieur de l'audiovisuel :**
M. Roch-Olivier MAISTRE
- **9) Ont également participé-es aux différents travaux :**
M^{me} Catherine ACHIN, M^{me} Bouchera AZZOUZ, M^{me} Soraya BELGHERBI, M^{me} Carole BIENAIME BESSE, M^{me} Catherine BOISSEAU MARSALT, M^{me} Élise BRUNEL, M^{me} Marion CHARPENEL, M^{me} Marine CHOLLET, M^{me} Manon CONAN, M^{me} Laetitia FRANCAERT, M^{me} Annie GARCIA, M^{me} Laure GONNET, M^{me} Nelly HERIBEL, M^{me} Martine JAUBERT, M^{me} Catherine LESTERPT, M^{me} Sandrine LEVEQUE, M^{me} Christel MARTIN, M^{me} Carole MODIGLIANI-CHOURAQUI, M^{me} Yveline NICOLAS, M^{me} Cécile PUDEBAT, M. Mathieu PUJO-MENJOUET, M^{me} Agnès SAAL, M^{me} Ouarda SADOUDI, M^{me} Carole SPADA, M^{me} Julie VANHECKE, M^{me} Catherine VIDAL

D. Le Secrétariat général

Le Secrétariat général prépare, organise et assure le suivi des travaux du HCE. Placé sous l'autorité de la Présidente et dirigé par la Secrétaire générale, il est composé de fonctionnaires et personnels salariés et est assisté d'une apprentie en communication et de trois stagiaires conventionnées.



Paola **BERGS**,
Secrétaire générale



Juliana **BRUNO**,
Responsable des études de
la Commissions Stéréotypes
et chargée de
la communication du HCE



Cléa **LE CARDEUR**,
Commissaire aux affaires
internationales et européennes,
responsable des études de la
Commission Enjeux européens
et internationaux



Marion **MURACCIOLE**,
Responsable des études
des Commissions Violences de
genre et Parité en politique



Marion **ODERDA**,
Responsable des études des
Commissions Stéréotypes et
rôles sociaux de sexe et Santé,
droits sexuels et reproductifs
de septembre 2018/2020



Caroline **RESSOT**,
Responsable des études des
Commissions Parité dans le
monde économique et Santé



Catherine **SMADJA**,
Responsable de l'étude
sur la perception des rôles
sociaux de sexe par les jeunes
de 17 ans à 19 ans



Zarina **AMMAR**,
Assistante de direction

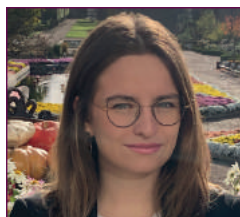


Nathalie **GASNIER**,
Documentaliste

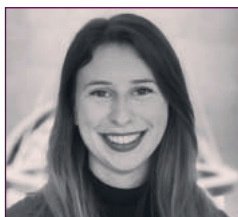
E. Stagiaires et apprenties



Alice
APOSTOLY



Alice
BARNY



Noémie
GARDAIS



Solène
GOCHARD



Clara
HEBERT



Marine
KOCH



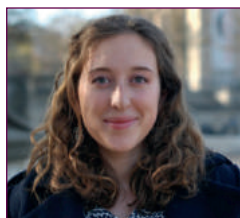
Jeanne
LETINOIS-LOUDIN



Ariane
MORET



Marianne
NIOSI



Mélanie
NOLLEAU



Elsa
POLYCARPE



Coline
REAL



Anaëlle
SCHIMBERG



Léa
TEXIER



Ana-Clara
VALLA

PARTIE II

Le HCE, ses missions

Dans les textes

Institué auprès du Premier ministre par décret 2013-8 du 3 janvier 2013, « le HCE a pour mission d'assurer la concertation avec la société civile et d'animer le débat public sur les grandes orientations de la politique des droits des femmes et de l'égalité, notamment en ce qui concerne la lutte contre les violences de genre, la place des femmes dans les médias et la diffusion des stéréotypes sexistes, la santé génésique, l'égal accès aux fonctions publiques et électives et la dimension internationale de la lutte pour les droits des femmes. »

À ce titre, il contribue à l'évaluation des politiques publiques dans [ces domaines] et, notamment, met en exergue les écarts entre les objectifs et les résultats mesurés, dans tous les champs de la vie sociale [...] il formule des recommandations, des avis et propose des réformes au Premier ministre.

Il est chargé, depuis la loi du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et la citoyenneté, de remettre au Premier ministre un Rapport annuel sur l'état du sexisme en France.

La loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique, modifiant la loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations, étend le champ des compétences du HCE au domaine de l'égalité professionnelle, intégrant ainsi le champ d'intervention de l'ex-Conseil supérieur à l'égalité professionnelle.

Le décret n° 2021-921 du 9 juillet 2021 relatif à la composition et au fonctionnement du HCE précise les modalités de fonctionnement de l'instance renouvelée.

1. Une instance qui innove

A. Les violences faites aux femmes



Violences conjugales. Garantir la protection des femmes victimes et de leurs enfants tout au long de leur parcours

https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/hce_-_rapport_violences_conjugales_2020_-_vpubliee.pdf

9 octobre 2019

Pour la première fois, un rapport institutionnel se fonde sur l'expérience des femmes victimes pour débusquer tous les moments où elles sont laissées seules et exposées face à un conjoint ou un ex violent, alors qu'elles ont osé briser le secret imposé par l'agresseur. L'angle de vue a été d'embrasser l'ensemble des dispositifs mis en œuvre et de les confronter avec les besoins vitaux exprimés par les femmes victimes, afin que se dessinent les voies à suivre à travers le repérage des signaux faibles comme des signaux de détresse, à travers la détection des défaillances du maillage.



B. Un engagement à l'international



Le HCE rend publique sa contribution dans le cadre de la conférence mondiale sur les femmes de Pékin (Pékin+25)

https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/rapport-pekin_25-hce.pdf

30 octobre 2019

Ce rapport additionnel du HCE met en lumière, d'une part les principaux sujets qui lui paraissent avoir progressé en France depuis cinq ans (législations et pratiques), mais également les obstacles, résistances ou défis prioritaires encore existants.



La diplomatie féministe : d'un slogan mobilisateur à une véritable dynamique de changement ?

https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/rapport-diplomatie_feministe-v4.pdf

18 novembre 2020

Le HCE a remis son rapport sur les actions de politique étrangère de la France qu'elle qualifie depuis 2018 de « diplomatie féministe ». Le HCE formule 19 recommandations afin de renforcer le cadre et la mise en œuvre de cette diplomatie féministe.



C. L'état du sexisme en France



2^{ème} état des lieux du sexisme en France : combattre le sexisme en entreprise, dans les médias et en politique

https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_etat_des_lieux_du_sexisme_2019.pdf

2 mars 2020

Dans ce deuxième état des lieux, le HCE a investigué trois domaines de la vie publique : le milieu de l'entreprise, les médias et la vie politique, afin d'identifier les manifestations de sexisme, d'examiner la tolérance sociale à leur égard et de faire des préconisations.



Rapport annuel 2020-2021 sur l'état du sexisme en France

À paraître en 2021

En 2020 et en 2021, le pays, à l'instar du reste du monde, a été frappé par la crise sanitaire liée à la COVID-19. Les inégalités entre les sexes ont augmenté, les confinements successifs ayant contribué au renforcement de la charge de travail, notamment domestique, des femmes, et ayant amplifié les violences intrafamiliales. Parallèlement, les révélations en lien avec le mouvement #MeToo se sont poursuivies sur les réseaux sociaux, s'attaquant aux violences sexistes et sexuelles dans de nombreux domaines, tel que l'art, le sport ou encore l'enseignement supérieur, comme le présente ce troisième rapport annuel sur l'état du sexisme en France. Il précise également les conséquences de la crise sanitaire sur les femmes, interroge l'évolution du sexisme en entreprise, et enfin, propose une analyse détaillée du sexisme dans la presse écrite.

D. La santé des femmes

Prendre en compte le sexe et le genre pour mieux soigner : un enjeu de santé publique

https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_sexe_genre_soigner-v9.pdf

15 décembre 2020

Dans son rapport « Prendre en compte le sexe et le genre pour mieux soigner : un enjeu de santé publique », les recommandations du HCE reposent sur quatre objectifs : mieux soigner, mieux rechercher, mieux prendre en compte les conditions de vie et l'environnement et mieux former. Parmi les 40 recommandations du HCE figure celle de créer une nouvelle instance de recherche publique dédiée à la thématique « Genre et Santé » pour structurer et animer les recherches en sciences sociales, en santé publique et dans le domaine biomédical. Un autre impératif est d'instaurer un enseignement obligatoire sur la thématique « Genre et Santé » dans la formation initiale et continue des étudiants et professionnels de santé, intégrant la question du dépistage des violences.



E. La parité économique



Des quotas dans les instances de gouvernance et de direction et dans l'accès au financement public de l'innovation : un outil incontournable

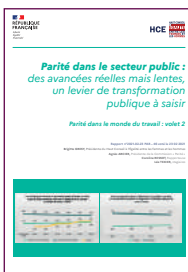
https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_parite_gouvernance-20191217.pdf

17 décembre 2020

Le HCE s'est vu confier une mission d'évaluation sur l'extension des dispositifs paritaires initiés par la loi COPE-ZIMMERMANN. Au regard



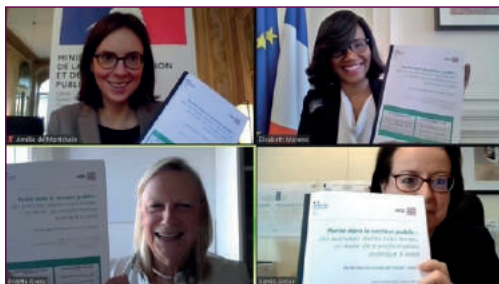
d'un bilan bien plus que mitigé, le HCE formule 23 recommandations pour contribuer à construire une véritable culture de l'égalité dans les entreprises.



Parité dans le secteur public : un levier de transformation à saisir
https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_parite-secteur-public-vf-2.pdf

13 avril 2021

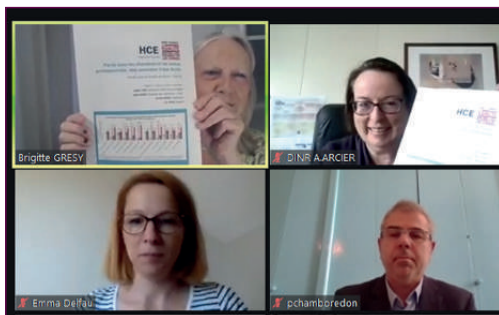
Le HCE a publié le deuxième volet de la trilogie « Parité dans le monde du travail » consacré au secteur public. Le HCE y formule 20 recommandations pour une appropriation de la parité comme outil de modernisation de l'action publique.



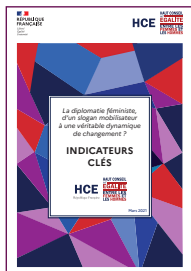
Parité dans les chambres et les ordres professionnels : une avancée à bas bruit

2 juillet 2021

Le HCE a publié un rapport intitulé « Parité dans les chambres et les ordres professionnels : des avancées à bas bruits », troisième et dernier volet de la trilogie consacrée à la « Parité dans le monde du travail ». Le HCE y formule 10 recommandations pour harmoniser et simplifier les dispositifs, ancrer l'impact transformatif de la parité dans les pratiques et l'organisation de ces instances et évaluer les progrès.



2. Une instance qui évalue



Indicateurs clés de la diplomatie féministe

https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/indicateurs_cles_de_la_diplomatie_feministe-2.pdf

10 mars 2021

À l'occasion de la 65ème commission sur le statut des femmes (CSW), le Haut Conseil à l'Égalité publie des indicateurs clés destinés à aider à la mise en place et au suivi d'une Diplomatie féministe pour une politique réellement transformative des rapports sociaux et de pouvoir et inscrite au cœur de l'action extérieure de la France dans toutes ses dimensions.



Publication du premier tableau d'indicateurs sur les violences conjugales

https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/hce_-_tableau_de_bord_d_indicateurs_-_politique_de_lutte_contre_les_violences_conjugales.pdf

https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/vigilance_e_galite_-_politique_de_lutte_contre_les_violences_conjugales_-_le_hce_publie_la_1e_re_e_dition_de_son_tableau_d_indicateurs-2.pdf

9 juin 2021

Cet outil, élaboré par le HCE, comme recommandé dans son rapport « Violences conjugales. Garantir la protection des femmes victimes et de leurs enfants tout au long de leur parcours » publié le 9 octobre 2020, a été remis à Madame Élisabeth Moreno, ministre déléguée auprès du Premier ministre, chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances. Il vise à mesurer, année après année, l'évolution de la mise en œuvre de la politique de lutte contre les violences conjugales, ses avancées et parfois ses stagnations.

3. Une instance qui joue un rôle d'alerte et de vigilance

Sur les violences faites aux femmes

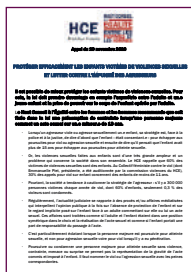


Violences conjugales : le HCE appelle à développer une véritable culture de la protection des victimes

https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/avis_violences_conjugales_grenelle.pdf

25 novembre 2019

Violences conjugales : le HCE appelle à développer une véritable culture de la protection des victimes



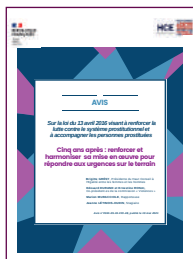
Protéger efficacement les enfants victimes de violences sexuelles et lutter contre l'impunité des agresseurs

https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/hce_-_appel_du_20_novembre_2020_-_seuil_d_a_ge.pdf

20 novembre 2020

Il est possible de mieux protéger les enfants victimes de violences sexuelles. Pour cela, la loi doit prendre davantage en compte l'asymétrie entre l'adulte et un-e jeune enfant et la prise de pouvoir sur le corps de l'enfant opérée par l'adulte.

Le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes recommande que soit fixée dans la loi une présomption de contrainte lorsqu'une personne majeure commet un acte sexuel sur un-e mineur-e de 13 ans.



Le HCE réaffirme son engagement abolitionniste et appelle à accélérer et harmoniser la mise en œuvre de la loi « Prostitution » du 13 avril 2016

19 mai 2021

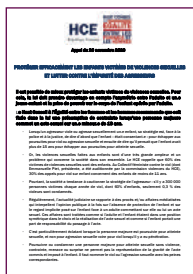
Cinq ans après : renforcer et harmoniser sa mise en œuvre pour répondre aux urgences sur le terrain.

Le monde, Demain

Pour une protection réelle des femmes victimes de violences conjugales : quatre leviers essentiels

27 mai 2020

Après le mouvement #MeToo, le comptage des féminicides par les associations en 2019, le Grenelle des violences conjugales lancé le 3 septembre 2019, la société a mieux pris conscience de la dangerosité des violents conjugaux. Les campagnes de communication du gouvernement sur les plateformes d'urgence et d'appel ont été entendues et ont permis à la fois aux femmes de se signaler et à l'entourage (voisin-es, ami-es, famille) d'alerter les forces de sécurité.



Sur les médias



La future loi sur l'audiovisuel ne doit pas oublier les femmes

23 septembre 2019

Suite au projet de loi sur l'audiovisuel, le HCE tient à demander un renforcement du rôle du CSA en matière de lutte contre le sexisme dans les programmes audiovisuels et sur Internet, et plus largement sur la question de la représentation et de la place des femmes dans les médias français.



La loi sur l'audiovisuel ne doit pas oublier les femmes

2 décembre 2019

L'objectif de réinventer le cadre légal du paysage audiovisuel français, affiché explicitement dans ce projet de loi, ne peut être atteint que s'il permet l'augmentation de la présence des femmes à l'antenne et la diminution des stéréotypes de sexe dans les programmes.



Le monde, Demain

Les médias en temps de crise : un prisme déformant de la place et du rôle des femmes dans le monde

6 mai 2020

L'omniprésence de personnalités et experts masculins sur les plateaux d'information ou de débat de même que sur les unes des magazines, pendant la crise, a suscité colère et indignation tant sur les réseaux sociaux que dans la société entière : comment osent-ils, les journalistes, n'inviter que des hommes ? Comment osent-ils, les experts invités ou sollicités dans la presse, s'exprimer dans un entre soi quasi exclusivement masculin ? « Jamais sans elles » disaient certains ? La crise a tranché : « presque jamais avec elles ». La crise exigeait une parole d'autorité pour rassurer et sensibiliser : cette parole a été quasi exclusivement masculine.

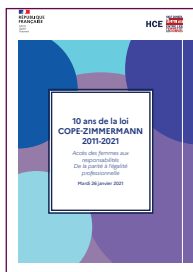
Sur la retraite des femmes



L'impact du projet de réforme des retraites sur les femmes

29 janvier 2020

Le HCE plaide pour que la réforme des retraites contribue véritablement à un système plus égalitaire entre les femmes et les hommes et ne fige pas les rôles sociaux de sexe.



10 ans après l'adoption de la loi COPE-ZIMMERMANN, le Haut Conseil à l'Égalité appelle à étendre le dispositif et à renforcer son suivi https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/livret_-_10_ans_loi_cope-zimmermann.pdf

26 janvier 2021

10 ans après la loi Copé-Zimmermann, l'égal accès aux responsabilités, malgré des progrès notables, reste un parcours difficile. Dans son livret intitulé « de la parité à l'égalité professionnelle », le HCE dresse un bilan contrasté, appelle à étendre le dispositif et à renforcer son suivi.



Sur les moyens de contraception



Préservatif féminin : vers un remboursement intégral pour une plus grande utilisation https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/avis_-_preservatif_feminin_vers_un_remboursement_integral_pour_une_plus_grande_utilisation-2.pdf

16 avril 2021

Préservatif féminin : le HCE plaide pour son remboursement afin d'augmenter son utilisation.



Le monde, Demain

Pénurie de médicaments : un risque d'atteinte aux droits sexuels et reproductifs des femmes

27 mai 2020

La crise Covid-19 a montré à quel point l'autonomie nationale, voire européenne, pour les médicaments était importante. Des médicaments, indispensables aux traitements des patient-es, ont été en rupture, mettant en jeu leur vie. Cette pénurie touche tout particulièrement les hormones féminines, mettant en péril la santé sexuelle des femmes et la maîtrise de leur fécondité.

Sur la Diplomatie Féministe



Le monde, Demain

La diplomatie féministe à l'épreuve de la pandémie

13 mai 2020

La France promeut depuis 2018, à l'instar de la Suède et du Canada, une « diplomatie (ou politique étrangère) féministe », destinée à « mener partout et tout le temps le combat de l'égalité », en priorité dans un cadre multilatéral où nombre d'États tentent de s'affranchir de leurs engagements internationaux en matière d'égalité et de droits des femmes.



Projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales : des ambitions qui ne sont pas au niveau des engagements de la France en matière de diplomatie féministe

12 février 2021

Le projet de loi de programmation relatif au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales est en cours d'examen devant l'Assemblée nationale. Il s'agit d'un texte fondamental qui a vocation à remplacer la loi du 7 juillet 2014 d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale et qui définit pour les cinq années à venir le cadre et les objectifs de la politique de développement de la France.



Diplomatie féministe et Union européenne : quelles priorités pour la présidence française de l'Union européenne ?

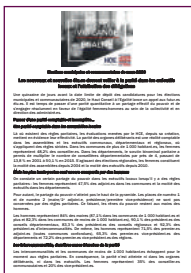
https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/IMG/pdf/avis_-_diplomatie_feministe_et_union_europeenne_-_quelles_priorites_pour_la_presidence_francaise_de_l_union_europeenne-2.pdf

22 juin 2021

Présidence française de l'Union européenne : le HCE appelle la France à inscrire l'égalité et les droits des femmes au cœur de son programme.



Sur la Parité Politique



Élections municipales et communautaires de mars 2020 Les nouveaux et nouvelles élu-es devront veiller à la parité dans les exécutifs locaux et l'attribution des délégations

29 janvier 2020

Une quinzaine de jours avant la date limite de dépôt des candidatures pour les élections municipales et communautaires de 2020, le Haut Conseil à l'Égalité lance un appel aux futur-es élu-es. Il est temps de passer d'une parité quantitative à un partage effectif du pouvoir et de s'engager résolument en faveur de l'égalité femmes-hommes au sein de la collectivité et en direction des administré-es.



Le monde, Demain

Parité dans les exécutifs locaux : une occasion manquée ?

18 juin 2020

Suite à l'élection de ces conseils et exécutifs, et en écho à la Vigilance Égalité publiée avant les élections, le HCE alerte sur la nécessité de respecter les règles paritaires lors des élections du 28 juin prochain, notamment pour l'élection des premier-es adjoint-es, et de renforcer les règles paritaires pour l'avenir.



Élections municipales et communautaires

Sans obligations paritaires, le pouvoir reste aux mains des hommes

13 novembre 2020

Les États sont confrontés à une crise sans précédent qui incite fortement à repenser les systèmes en place, les façons de consommer et de produire mais aussi notre projet de société. Comme le HCE l'indiquait notamment dans sa Vigilance Égalité n°3, cette période a mis en exergue les inégalités entre les femmes et les hommes et appelle une action publique forte.

Sur le confinement et les rôles sociaux de sexe



Le confinement : un révélateur des rôles sociaux des femmes et des hommes

14 avril 2020

La période de confinement que nous connaissons aujourd'hui, liée à une crise sanitaire de grande ampleur, constitue un temps tragique de notre histoire. Nos schémas de pensée, de consommation, de styles de vie et plus largement nos relations avec la nature et nos innovations technologiques devront être totalement repensées, après cette tragédie.



Le monde, Demain

Adapter l'IVG pour en garantir l'accès à toutes les femmes

29 avril 2020

La mobilisation de toutes les forces des personnels hospitaliers pour la prise en charge des malades du Covid, associée à la mise en place d'une période de confinement, ont fait craindre des difficultés majeures pour maintenir l'effectivité de l'accès à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), tout particulièrement pour les personnes isolées, les personnes mineures, les femmes victimes de violences confinées avec l'auteur de ces violences.



Le monde, Demain

Femmes providentielles mais femmes invisibles, sous-payées, surchargées

13 mai 2020

Dans cette crise sanitaire, ce sont les femmes qui se sont révélées providentielles, là où l'État providence se mettait en marche pour assurer la protection de ses concitoyens. Comme le rappelle l'OCDE, à l'échelle mondiale, les femmes représentent 70 % du personnel médical et de soutien, 85 % du personnel infirmier des hôpitaux et elles assument, partout dans le monde, 90 % des soins de longue durée. Majoritaires également dans les métiers de l'éducation et du commerce puisqu'elles représentent 90 % des personnels aux caisses des magasins de ravitaillement et 67 % du personnel d'entretien dans les lieux publics et privés, ce sont elles, majoritairement, qui ont pris soin du monde souffrant et confiné.

Sur l'éga-conditionnalité



Le monde, Demain

L'éga-conditionnalité comme moteur de sortie de crise

11 juin 2020

Les États sont confrontés à une crise sans précédent qui incite fortement à repenser les systèmes en place, les façons de consommer et de produire mais aussi notre projet de société. Comme le HCE l'indiquait notamment dans sa Vigilance Égalité n°3, cette période a mis en exergue les inégalités entre les femmes et les hommes et appelle une action publique forte.



L'égalité dans la réforme de la haute fonction publique

Les décrets : un antidote attendu aux lacunes de l'ordonnance

23 juin 2021

Qui pourrait nier l'ampleur de cette réforme ? Les champs qu'elle revisite sont tous ceux qui jalonnent le parcours professionnel de l'encadrement supérieur et de direction de l'État : une opportunité pour redistribuer les cartes à parité et mieux repenser la chaîne égalitaire d'accès aux responsabilités.

Tables rondes



Table ronde sur l'impact de la réforme des retraites sur les femmes

17 janvier 2020

Le HCE a réuni, le 17 janvier 2020, des expert-e-s, des partenaires sociaux et des représentant-e-s de la société civile pour échanger sur les conséquences de la réforme des retraites pour les femmes.



Table ronde sur le projet de loi de Programmation Pluriannuelle de recherche – 2021-2030

10 septembre 2020

Alors que le projet de loi de programmation pluriannuelle de recherche 2021-2030 a commencé à être discuté à l'Assemblée nationale, le HCE a souhaité organiser une table ronde d'expert.es, le 10 septembre, afin de pouvoir contribuer aux débats tant publics que parlementaires.



Table ronde sur la Parité dans les chambres et les ordres professionnels : des avancées à bas bruits

2 juillet 2021

Une table ronde animée par Caroline Ressot, rapporteuse du rapport et composée de : Patrick Chamboredon, président de l'Ordre national des infirmiers et président du Comité de Liaison Inter Ordinaire – CLIO, Fabienne Munoz, présidente de la CMA Ardèche et vice-présidente de CMA France, Emma Delfau, cheffe du service tourisme, commerce, artisanat et services de la Direction générale des entreprises.

Communiqués de presse

- QPC Prostitution : le HCE en appelle à la sagesse du Conseil Constitutionnel pour pérenniser l'interdiction de l'achat d'acte sexuel – 23 janvier 2019
- Élections communales et communautaires : le HCE et les associations nationales d'élus locaux appellent à légiférer dans les plus brefs délais pour renforcer la parité dès 2020 – 28 janvier 2019
- QPC Prostitution : le Haut Conseil à l'égalité salu la décision du Conseil constitutionnel – 5 février 2019
- Le Haut Conseil à l'égalité souhaite se saisir de la question des féminicides – 1^{er} juillet 2019
- Loi relative à la bioéthique : Le HCE salue les avancées, mais souhaite faire progresser le texte sur la filiation pour la PMA et l'IMG – 19 septembre 2019
- Le HCE souligne l'incroyable tolérance au sexisme dans nos institutions et sa détermination à poursuivre la lutte contre les violences sexistes et sexuelles – 12 novembre 2019
- Le GREVIO publie son premier rapport d'évaluation sur la politique de lutte contre les violences faites aux femmes en France – 19 novembre 2019
- Proposition de loi visant à protéger les victimes de violences conjugales : le HCE appelle à mieux protéger les victimes – 28 janvier 2020
- Le HCE s'oppose fermement à la proposition d'aidant·es sexuel·les pour les personnes handicapées – 11 février 2020
- Violence conjugales et confinement : la seule solution de protection est l'éviction des agresseurs – 31 mars 2020
- Le HCE salue l'évaluation de la loi du 13 avril 2016 et appelle à donner sa pleine mesure à la politique abolitionniste de la France – 23 juin 2020
- Le Haut Conseil à l'Égalité et ONU Femmes France s'associent pour les 20 ans de la Résolution 1325 – 2 novembre 2020
- Journée internationale des droits humains – 10 décembre 2020
- Le HCE salue l'annonce de la création d'une infraction autonome criminalisant tout acte de pénétration sexuelle entre un adulte et un·e mineur·e de 15 ans – 16 février 2021
- Enfin un seuil d'âge pour mieux protéger les enfants victimes de violences sexuelles – 25 mars 2021
- 5 ans après le 13 avril 2016 : Pour une mise en œuvre plus ambitieuse de la loi luttant contre le système prostitutionnel – 12 avril 2021

- Journée mondiale d'action pour la santé des femmes : le HCE appelle à prendre en compte le sexe et le genre pour mieux soigner les femmes – 28 mai 2021
- Pour la déconjugalisation de l'allocation aux adultes en situation de handicap (AAH) – 16 juin 2021

HCE et Auditions

- Participation de la commissaire aux affaires internationales à la conférence régionale des Nations unies pour l'Europe - (UNECE), 29-30 octobre 2019
- Assemblée nationale - Table ronde Violences - HCE / délégation DDF – 1^{er} octobre 2019
- Déplacement de la présidente du HCE au Conseil de l'Europe - novembre 2019
- Audition au Conseil de l'Europe par la commission pour l'égalité de genre sur les questions de sexisme et de lutte contre les violences faites aux femmes – 19 novembre 2019
- Audition de la présidente du HCE au Sénat sur la thématique de « l'égalité femmes-hommes, enjeu de l'aide publique au développement » - janvier 2020
- Audition par la délégation des droits des femmes Sénat en amont de la loi de programmation et d'orientation de politique de développement et solidarité internationale – 24 janvier 2020
- Assemblée nationale – Table ronde Retraites – 28 janvier 2020
- Intervention de la présidente du HCE et de la présidente de la commission internationale devant le séminaire annuel des référent·e·s égalité du MEAE - 30 janvier 2020
- Entretien de la présidente du HCE avec Karin STRANDÅS, Secrétaire d'état en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes de Suède - 4 février 2020
- Intervention de la commissaire aux affaires internationales à la DDF du Sénat sur le thème de la Diplomatie féministe - mars 2020
- Déplacement du comité Grevio à Paris à la suite du déplacement de la présidente du HCE à Strasbourg - mars 2020
- 1^{ère} réunion de travail trimestrielle au sein du groupe L'Oréal pour les 56 organisations signataires de #StOpE au #sexisme ordinaire. – 3 mars 2020



- Intervention de la présidente du HCE lors de à l'événement organisée par ONU Femmes pour célébrer le 20^{ème} anniversaire de la résolution 1325 Femmes, Paix et Sécurité - octobre 2020
- Intervention de la présidente du HCE au Conseil de l'Europe sur le thème des « Mécanismes institutionnels pour l'égalité entre les femmes et les hommes : état des lieux et impact de la pandémie du COVID-19 » - octobre 2020
- Entretien de la présidente du HCE avec Mme Aoun, présidente du conseil national des femmes du Liban (octobre 2020) Forum Génération Egalité – octobre 2020
- Audition pour présenter le programme de travail du Haut Conseil devant la délégation aux droits des femmes du Sénat, autour de sa présidente Annick Billon – 16 novembre 2020
- Sénat - Audition Brigitte GRÉSY / nouveaux membres de la DDF – 19 novembre 2020
- Rencontre de la présidente du HCE, la présidente de la commission et la commissaire aux affaires internationales avec la conseillère diplomatique de Matignon, Pauline Carmona, le 7 janvier 2021
- Assemblée nationale - Colloque DDF - 10 ans après l'adoption de la loi Copé-Zimmermann : bilan et perspectives – 27 janvier 2021
- Intervention de la présidente du HCE à l'inauguration du réseau de Paris de l'Initiative des Champions internationaux de l'égalité des sexes (février 2021). Lancée en 2015, cette initiative réunit des leaders d'organisations internationales et/ou d'institutions en relation avec l'international engagé en matière d'égalité femmes - hommes.
- Assemblée nationale - Audition PLP développement solidaire DDF – 9 février 2021
- Participation de la présidente du HCE à la CSW (mars 2021) :
- Participation de la présidence du HCE à la CSW : intervention le 15 mars lors de la rencontre organisée par la Représentation permanente de la France avec la ministre déléguée en charge de l'égalité femmes-hommes et la délégation française, l'événement parallèle organisé le 23 mars par la CLEF sur l'accès à parité des femmes aux instances de gouvernance : du discours à la réalité
- Intervention de la présidente du HCE au Forum International des droits des femmes organisé par la CLEF (avril 2021)
- Entretien de la présidente du HCE avec le secrétaire d'État aux affaires européennes (avril 2021)

- Entretien de la présidente du HCE avec la présidente du Conseil du statut de la femme du Québec (avril 2021)



- Assemblée nationale - PPL Accélérer l'égalité économique et professionnelle – 16 avril 2021
- Assemblée nationale - PPL Accélérer l'égalité économique et professionnelle – 28 avril 2021
- Intervention de la présidente du HCE au Grand Tour de l'Égalité (mai 2021)
- Rencontre DGAFP : Nathalie Colin – Brigitte Grésy – 10 juin 2021
- Audition Egalité H/F Jacques Attali – Brigitte Grésy - Commission France 2022 – 23 juin 2021
- Assemblée nationale – Audition Brigitte Grésy - Mission d'évaluation de la loi n°2018-771 – 25 juin 2021
- Sénat - Audition Brigitte Grésy - DDF – 1^{er} juillet 2021

Une instance dans son rôle d'interface entre la société civile et les pouvoirs publics : les partenariats et les rencontres

En sus des auditions faites par les cinq commissions du HCE, le HCE nourrit en grande partie ses travaux et réflexions de ses rencontres avec les expert-es du monde de la recherche, avec les structures impliquées à l'international et les associations. Il restitue ses analyses et présente ses propositions de réforme aux élu-es au cours d'auditions régulières devant les délégations aux droits des femmes de l'Assemblée nationale et du Sénat ou devant les commissions concernées des deux chambres.

a. Le monde de la recherche



I. LA TABLE RONDE RECHERCHE

L'égalité entre les femmes et les hommes : un impératif du projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche ?

15 septembre 2020

Alors que le projet de loi de programmation pluriannuelle de recherche 2021-2030 a commencé à être discuté à l'Assemblée nationale, le HCE a souhaité organiser une table ronde d'expert-es, le 10 septembre 2020, afin de pouvoir contribuer aux débats tant publics que parlementaires.

Pour pallier les défaillances de l'étude d'impact sur ces points, le HCE a souhaité redonner toute leur visibilité aux inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes dans le monde de la recherche et les incidences de certaines dispositions du texte de loi, apparemment neutres, mais qui risquent de segmenter plus encore le marché du travail et accentuer la précarité des femmes. Il a aussi apporté des éclairages et pistes de réflexion sur une utilisation plus constructive des financements publics pour œuvrer en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ont participé à cette table ronde (par ordre d'intervention) : Alban JACQUEMART, Sociologue, Maître de conférences en science politique à l'Université Paris-Dauphine ; Catherine GOLDSTEIN, Mathématicienne, Directrice de recherche au CNRS à l'institut de mathématiques de Jussieu-Paris Rive gauche (UMR 7586) et co-fondatrice de l'association femmes et mathématiques ; Sandrine ROUSSEAU, Vice-Présidente Vie Étudiante et de Campus de l'Université de Lille, Chargée de l'Égalité F/H, présidente de la Conférence des chargées de mission égalité et diversité ; Jean-Philippe BOURGOIN, Conseiller auprès de Frédérique VIDAL, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche ; Fanny GALLOT, Historienne, Maîtresse de conférences à l'Université Paris-Est Créteil et chercheuse au Centre de recherche en histoire contemporaine comparée (CRHEC) ; Sophie POCHIC, Sociologue, Directrice de recherches au CNRS, membre du Centre Maurice Halbwachs (CMH).

II. LES EXPERTES ASSOCIÉES

Principalement dans le cadre d'un partenariat avec l'Institut du Genre, le HCE a pu bénéficier de l'accompagnement dans la réalisation de ses rapports d'expertes associées de haut niveau :

Commission Parité :

- Elsa FONDIMARE, maîtresse de conférences à l'Université Paris Nanterre
- Sandrine LEVEQUE, politiste, professeure de science politique Sciences Po Lille et chercheuse au CERAPS (Centre d'études et de recherches administratives, politiques et sociales)
- Catherine ACHIN, professeure de science politique à l'université Paris-Dauphine PSL,

Commission Santé :

- Mireille LE GUEN, démographe, Centre de recherche en démographie de l'UCLouvain, Louvain-la-Neuve, Belgique, chercheuse associée à l'Unité 14 Santé et Droits sexuels et reproductifs de l'Institut National d'Études Démographique (Ined),

Commission Violences :

- Marie-Hélène FRANJOU, Présidente de l'Amicale du Nid.
- Annie GARCIA, Juge des enfants au Tribunal de Grande Instance (TGI) de Pontoise.
- Delphine JARRAUD, Directrice générale de l'Amicale du Nid.

Commission Stéréotypes :

- Claire BLANDIN, Professeure à l'université Paris-XIII Historienne des médias, Claire BLANDIN est Professeure en sciences de l'information et de la communication à l'université Paris-XIII
- Les doctorantes en Sciences de l'Information et de la Communication au Centre d'Analyse et de Recherche Interdisciplinaires sur les Médias (CARISM, Université Paris II Panthéon - Assas). : Salomé HÉDIN, et Ariane BÉNOLIEL

b. A l'international

Activités internationales

Mise en place d'un réseau de 16 instances consultatives francophones en matière d'égalité femmes-hommes, en lien avec l'Organisation Internationale de la Francophonie, qui s'est réuni virtuellement lors du Forum Génération Egalité (1^{er} juillet 2021). De nombreuses réunions préparatoires entre le HCE et l'OIF et 2 réunions des instances ont été organisées en amont en 2020/21.

Le HCE est également représenté auprès du comité consultatif égalité de la commission européenne (semestriel).

L'accueil de délégations

11 délégations ont été reçues en présentiel depuis octobre 2019 pour échanger avec le HCE sur la place et le rôle du HCE, sur les questions de parité, d'égaconditionnalité, de violences faites aux femmes et de droits sexuels et reproductifs :

- Afrique du Sud – juin 2019
- Australie – juillet 2019.
- République Dominicaine – novembre 2019
- Égypte – novembre 2019
- Délégation de journalistes de Jordanie – novembre 2019
- Délégation de 9 journalistes d'Amérique du Sud (Argentine, Bolivie, Chili, Colombie, équateur, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela) – décembre 2019
- Tunisie – janvier 2020
- Entretien de la présidente du HCE avec Karin STRANDÅS, Secrétaire d'état en charge de l'égalité entre les femmes et les hommes de Suède – 4 février 2020
- Entretien de la présidente du HCE avec Mme Aoun, présidente du conseil national des femmes du Liban – octobre 2020
- Entretien en visioconférence de la présidente du HCE avec la présidente du Conseil du statut de la femme du Québec – avril 2021
- Délégation de journalistes du Vatican – 9 juillet 2021

a. A la rencontre des associations

À l'occasion de la rencontre annuelle avec les associations œuvrant dans le champ de l'égalité, le 17 novembre 2020, le HCE a lancé un cycle de rendez-vous avec les associations « *À la rencontre des associations* », temps de dialogue destiné à mieux cerner les problématiques émergentes, au cœur des enjeux d'égalité, auxquelles les associations doivent faire face au quotidien et permettant au HCE de jouer ainsi plus efficacement son rôle d'interface et de vigie entre la société civile et les pouvoirs publics.

- Avec le Mouvement du Nid le 9 décembre 2020
- Avec le Planning familial le 12 janvier 2021
- Avec les Ateliers du féminisme populaire le 2 mars 2021
- Avec la FNSF le 4 mai 2021
- Avec La Clef le 15 juin 2021

En chiffres de juin 2019 à juin 2021



Une instance présente sur les réseaux sociaux et dans les médias





4. Le HCE, Demain

Le HCE demain

a. Une nouvelle configuration

- La loi n° 2008-496 du 27 mai 2008 portant diverses dispositions d'adaptation au droit communautaire dans le domaine de la lutte contre les discriminations, notamment son article 9-1, modifiée par la loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique, étend le champ des compétences du HCE au domaine de l'égalité professionnelle, intégrant ainsi le champ d'intervention de l'ex-Conseil supérieur à l'égalité professionnelle.
- Le décret n° 2021-921 du 9 juillet 2021 relatif à la composition et au fonctionnement du HCE précise les modalités de fonctionnement de l'instance renouvelée.

Le HCE voit donc ses compétences élargies aux questions d'égalité professionnelle, en lien étroit avec les partenaires sociaux, représentants des salariés et des employeurs. Cette nouvelle attribution sera mise en œuvre par une nouvelle formation spécialisée au sein du HCE, la formation *égalité professionnelle*. Les cinq commissions actuelles du HCE seront regroupées au sein de la formation spécialisée en matière de *droits des femmes et de lutte contre le sexisme et les violences de genre*. Cette extension du champ permet ainsi au HCE d'enrichir ses travaux par la fertilisation croisée des deux formations. C'est une nouvelle opportunité pour renforcer les droits des femmes et l'égalité entre les femmes et les hommes, développer les partenariats existants et mettre en place de nouvelles approches des sujets.

Avec le réseau des HFE

Le partenariat avec le réseau des Haut-es fonctionnaires à l'égalité qui fêtera ses 10 ans cette année, sera ainsi renforcé. A l'occasion de rendez-vous bilatéraux puis de rencontres du réseau, le programme de travail du HCE s'enrichira d'actions spécifiques issues de cette concertation.

Avec le réseau des DRDFE

Dans le même esprit et afin de conjuguer les attentes du niveau central et celles du niveau territorial, le HCE organisera des rencontres avec un certain nombre de services déconcentrés des droits des femmes en régions et proposera d'être associé une fois par an à une rencontre nationale du réseau organisée par le Service des droits des femmes.

Avec une nouvelle méthodologie

Mettant davantage l'accent sur les discriminations multiples et sur les facteurs croisés de discrimination que sont notamment le sexe, l'appartenance à une ethnie, le handicap, l'âge ou la classe sociale.

Il s'agira en outre, au cours de la nouvelle mandature, de donner toute sa mesure à la construction du HCE, obligatoirement paritaire entre les femmes et les hommes en traitant du sujet des masculinités pour en analyser les mécanismes et les interactions avec les questions d'égalité. Il est question d'agir sur les fondements des inégalités basées sur le sexisme et le patriarcat.



55, rue Saint-Dominique - 75007 Paris
Courriel : haut-conseil-egalite@pm.gouv.fr
Téléphone : 01 42 75 86 91

www.haut-conseil-egalite.gouv.fr
Recevoir toutes nos informations : bit.ly/HCECP

Nous suivre :

